

CENTRE EUROPÉEN DE LA CULTURE

L'EUROPE
S'INSCRIT DANS
LES FAITS



ÉDITION SPÉCIALE

révisé et augmenté par

L'ASSOCIATION EUROPÉENNE DES ENSEIGNANTS
EUROPAISCHER ERZIEHERBUND
ASSOCIAZIONE EUROPEA DEGLI INSEGNANTI
EUROPESE VERENIGING VAN HET ONDERWIJZEND PERSONEEL

GENÈVE — 1959

II.

L'UNION QU'IL FAUT VOULOIR

CHAPITRE V

NÉCESSITÉ POLITIQUE DE L'UNION : L'INDÉPENDANCE EUROPÉENNE

Avant 1914, la suprématie mondiale des Puissances européennes était incontestée ; leur action n'était guère freinée que par leurs propres rivalités. Après 1919, le sort du monde dépend de la collaboration entre puissances européennes et extra-européennes. Dès la fin de la deuxième guerre mondiale, le sort du monde est décidé en l'absence de l'Europe (cf. la Conférence de Yalta où participe l'Angleterre, mais le rôle décisif est joué par les USA et l'URSS).

1. LA DÉFENSE DE NOS SOUVERAINETÉS NATIONALES N'EST PLUS POSSIBLE

Avant la dernière guerre mondiale, l'Angleterre, l'Allemagne, la France et l'Italie, possédant chacune une population de plus de 40 millions d'habitants, hautement industrialisées et fortement organisées, étaient des puissances de tout premier plan. Naguère capables de défier le monde entier (durant la dernière guerre encore, l'Allemagne, secondée par l'Italie et le Japon, fit peser une menace sérieuse sur le reste du monde) et de lui imposer leur politique, elles sont aujourd'hui incapables d'assurer même leur propre défense. A la suprématie des pays européens s'est substituée leur dépendance politique et économique à l'égard des deux vraies grandes puissances. Les raisons de cette incapacité à se défendre sont d'ordre matériel et d'ordre moral : 1° l'échelle des forces

armées a changé et la technicité accusée qu'elles exigent suppose une puissance économique dont les pays européens ne disposent plus individuellement ; 2° l'épuisement moral et les divisions intestines les rendent incapables de l'effort intense qu'exigerait la défense d'une souveraineté réelle.

Ce déclin risque de s'accroître encore davantage par l'apparition de l'énergie nucléaire et son influence sur le développement économique et la puissance militaire des Etats. Dans ce domaine, les Deux Grands distancent considérablement l'Angleterre, seule puissance européenne possédant la bombe H. Cette prédominance des USA explique la présence de leurs forces aériennes et atomiques dans la plupart des pays libres et même en Angleterre.

Ces faits de caractère général démontrent que les forces divisées de l'Europe ne sont plus à l'échelle du monde et des deux puissances dirigeantes. Ils imposent le choix entre l'union et la ruine. Mais cette alternative ressort également de la situation politique actuelle des plus grandes nations européennes.

2. ROYAUME-UNI

A l'intérieur, l'Angleterre conserve un régime parlementaire sain, une grande capacité de sacrifice et de solidarité nationales, mais sa puissance économique et militaire n'est plus à la mesure du Commonwealth. Ses 51 millions d'habitants, malgré leur vitalité, ne sont plus en état de financer et de défendre le Commonwealth ; ces responsabilités incombent toujours davantage aux Etats-Unis et augmentent leur influence. (Exemple : l'organisation de la défense dans le Pacifique, d'où le Royaume-Uni est absent ; de 1941 à 1952, les USA ont prêté 82 milliards de dollars, dont 36 à la Grande-Bretagne ; leur part décisive dans le financement des grandes installations en Inde et au Canada, etc.)

A cet affaiblissement correspond le relâchement progressif des liens du Commonwealth, qui dans de nombreux cas n'assure même plus une politique étrangère commune et unie. L'exemple de l'Inde est significatif : elle voudrait former une Troisième force neutre entre les deux blocs ; elle a adopté une attitude opposée à celle du Royaume-Uni notamment dans la guerre de Corée, dans l'affaire de Suez et de l'Egypte en général, et vis-à-vis du Japon à propos de la signature du Traité de paix.

Malgré ces forces centrifuges croissantes, la Grande-Bretagne, fidèle à son passé et à ses intérêts immédiats, accorde la prééminence à ses liens extra-européens. Ces relations dictent sa réserve

à l'égard de la fédération européenne et lui inspirent peut-être certaines craintes devant une union continentale qu'elle a combattue durant des siècles.

Le déclin de sa force politique et militaire, la perte de nombreuses colonies et le relâchement de la solidarité du Commonwealth, tout semble converger, progressivement mais irrésistiblement, vers la désagrégation de la Communauté britannique. (Sur ce point, les opinions d'un Stevenson et d'un Chepilov coïncident !) La Grande-Bretagne attendra-t-elle la désagrégation de ce que fut son empire pour se convaincre de la nécessité de l'intégration européenne ? La nécessité de son adhésion à l'union européenne s'impose à l'examen des faits. Qu'il en accepte ou non l'évidence, la destinée du peuple britannique est désormais toujours plus intimement liée à la survivance de l'Europe.

3. FRANCE

La situation intérieure et extérieure de la France a offert depuis la première guerre mondiale l'image d'un déclin progressif : l'instabilité gouvernementale, la prolifération des partis et la puissance du parti communiste (un quart des électeurs français votent pour lui), l'immobilisme et la méfiance demeurent ses caractéristiques principales, malgré l'effort commun devant le danger national provoqué par la situation en Afrique. A cette grave crise morale et politique s'ajoutent les difficultés économiques dont souffre la France. L'ensemble de ces faits augmentent sa dépendance à l'égard de l'extérieur, et notamment des Etats-Unis dont l'aide et les prêts ont été à plusieurs reprises d'indispensables ballons d'oxygène. La perte de nombreuses colonies, jointe à ses difficultés intérieures, l'empêche de s'acquitter des responsabilités d'une grande puissance. Sa politique intérieure reste dominée par la recherche d'une stabilité économique, d'une unité politique et d'une solution aux problèmes de l'outre-mer. Sa politique extérieure garde l'empreinte de son effort et de ses hésitations intérieures, soutenues par les craintes vives du passé récent.

4. ALLEMAGNE

Ce pays a connu de trop près les extrémismes de droite ou de gauche pour n'en être pas dégoûté. Ayant retrouvé son indépendance et sa dignité, l'Allemagne occidentale bénéficie de la stabilité politique, du dynamisme de sa population de plus de 50 millions, de ses capacités de travail et de son esprit de sacrifice.

Deux faits essentiels ont marqué sa politique intérieure et étrangère : 1° il existe deux Allemagnes séparées, gouvernées au nom de conceptions opposées ; 2° l'Allemagne de l'Est a été amputée de la Poméranie et de la Prusse Orientale (frontière de fait Oder-Neisse), d'où l'importance primordiale attachée par les hommes politiques — surtout de l'Ouest — à la réunification.

Celle-ci a peu de chances de se réaliser : l'URSS s'y oppose et refuse des élections libres, craignant le ralliement de la Zone Est à l'Occident. Cette situation ne saurait durer indéfiniment. Si l'Europe hésite à s'unir, à adopter une politique commune et indépendante qui la mette en mesure de négocier avec l'URSS et d'obtenir la réunification, elle obligera l'Allemagne, en plein essor, à se frayer sa propre voie malgré les inconvénients qui pourraient en résulter.

5. LES INTÉRÊTS NATIONAUX ET L'INTÉRÊT EUROPÉEN

Les intérêts immédiats notamment de la France et de l'Allemagne exigent donc la formation d'une Europe unie, et offrent le fondement requis pour sa construction. Divisées, ces nations demeurent incapables d'assurer leur indépendance (pour ne rien dire de celle de leurs petits voisins !) Elles sont condamnées à devenir toujours davantage les instruments ou les enjeux de la politique des Deux Grands.

En revanche, leurs forces mises en commun et rationnellement exploitées — avec la participation de l'Italie et d'autres pays européens qui ont tout intérêt à conserver l'équilibre dans l'union, peuvent : 1° faciliter l'unification de l'Allemagne, procurer un champ d'expansion à son industrie et la doter d'une mission européenne tout en offrant une vie politique durable à son peuple ; 2° délivrer la France de ses craintes en l'encadrant dans une association dynamique, susceptible de réveiller son sens de l'émulation et de ranimer sa foi, éléments indispensables à sa santé intérieure mais aussi à la solution durable de ses problèmes extérieurs (notamment : solution européenne en Afrique) ; 3° fournir des solutions pacifiques aux problèmes qui pourraient se poser à nouveau entre Etats européens ; 4° fournir l'appui nécessaire à une politique européenne de la Grande-Bretagne, laquelle, grâce à une Europe unie, pourrait trouver une solution à longue échéance de ses difficultés croissantes ; 5° faire de l'Europe une puissance à l'échelle des Deux Grands, capable d'une politique indépendante, ferme et continue, en conformité avec ses intérêts primordiaux et ses idéaux.

Survenant après l'affaire d'Indochine, l'affaire de Chypre, l'affaire d'Algérie, etc., l'affaire de Suez a démontré l'absence tragique de l'Europe, l'absence de solidarité et donc de force des pays européens, au moment où ils en ont le plus besoin. La crise de Suez a fait voir au monde entier : 1° l'incapacité des Etats européens de mener à bonne fin, individuellement ou à deux, une action politique touchant leurs intérêts vitaux ; 2° l'influence décisive des Etats-Unis (et même des élections présidentielles !) sur leurs politiques individuelles ; 3° la nécessité urgente d'une Europe unie capable de défendre sa position et ses intérêts avec la collaboration mais non point sous la dictée des Etats-Unis.

Seule une Europe unie permettrait de faire pencher la balance internationale en faveur des Etats européens.

6. L'EUROPE MINORISÉE

A la division de l'Europe et à son manque de solidarité primaire correspond l'importance décroissante de nos Etats dans les organisations internationales et notamment dans l'ONU. D'une part, la force numérique de l'Europe a diminué : alors qu'à la SDN elle disposait de 28 voix sur 58, elle ne dispose à l'ONU que de 27 voix (dont 10 du bloc soviétique) sur 82. D'autre part, contrairement à la solidarité dont font preuve les Etats de l'Amérique latine ou les Etats arabes (d'où leur influence considérable au sein de l'Assemblée générale), les Etats européens sont divisés en deux groupes opposés, et le groupe occidental est, à son tour, subdivisé par le jeu des intérêts sans lendemain. Ainsi, du fait de ses divisions idéologiques, la voix de l'Europe reste faible à l'ONU. Elle y est souvent minorisée. La puissance de certains de ses Etats isolés se dilue à l'échelle universelle. Là encore tout appelle l'avènement d'une Europe unie. Car, dire que l'Europe a perdu son prestige, qu'elle est minorisée au plan mondial, c'est dire que ses Etats divisés (et affaiblis par leurs rivalités) ne peuvent plus représenter la puissance virtuelle de l'Europe, puissance que seule l'union rendrait réelle et visible.

Quelques chiffres très simples (jamais assez cités !) illustreront le fait qu'aucune de nos nations n'est plus, isolément, à la mesure des Empires du siècle, mais qu'ensemble, elles combleraient largement cette mesure. Devant quelque 50 millions d'Anglais, ou d'Allemands, quelque 43 ou 48 millions de Français ou d'Italiens (pour ne citer que nos grands Etats) les USA forment un bloc de 166 millions, l'URSS de 200. Par contre, à l'Ouest du rideau de fer, l'Europe totalise déjà 330 millions, soit le double des USA.

Réunie avec les pays de l'Est encore satellisés, elle compterait 435 millions, soit plus du double de l'URSS. A cette supériorité quantitative, l'Europe unie ajouterait sa supériorité qualitative (niveau spirituel, esprit d'invention, capacité de la main-d'œuvre, etc.). La puissance productive de l'ensemble des Etats européens représente encore 33 % de la production industrielle mondiale (c'était 52 % avant 1914 !) contre 41 % à l'Amérique du Nord et 16 % à l'URSS. Le potentiel humain et productif de l'Europe unie la destine donc à prendre une très belle place parmi les Grands. Les conditions objectives sont là, mais les divisions politiques empêchent leur mise en valeur.

CONCLUSION

Les nations de l'Europe ont perdu sans retour ces deux marques essentielles de souveraineté : le pouvoir de se défendre seules et de décider seules de leur politique étrangère. L'union devient donc indispensable pour que l'Europe recouvre, entre les grands Empires, l'indépendance qui échappe à ses nations. L'Europe unie sera seule assez forte pour négocier, coopérer, influencer, c'est-à-dire pour élaborer et pratiquer une *politique étrangère commune*. Les institutions communes — partielles — étudiées aux chapitres X et XI constituent certes un progrès énorme. Mais les faits démontrent journellement que l'Europe unie reste à créer.

SOMMAIRE

<i>Introduction</i>	1
-------------------------------	---

I. L'UNITÉ DE BASE

1. <i>Communauté d'origine et d'évolution historique</i>	3
2. <i>Communauté d'institutions politiques et sociales</i>	9
3. <i>Communauté de culture</i>	16 DR
4. <i>Crise de l'unité de base</i>	22 DS

II. L'UNION QU'IL FAUT VOULOIR

5. <i>Nécessité politique de l'union : l'indépendance européenne</i>	28 DS
6. <i>Nécessité culturelle de l'union : le rayonnement de l'Europe</i>	34 DR
7. <i>Le progrès technique appelle l'union</i>	40
8. <i>Nécessité économique de l'union : un marché à la mesure du siècle</i>	46 RR
9. <i>Nécessité mondiale de l'union : la vocation universelle de l'Europe</i>	54
10. <i>Ce qui a été fait</i>	61
11. <i>Ce qui reste à faire: L'essentiel</i>	68

La présente brochure résulte de la collaboration d'une équipe composée de MM. Hendryk Brugmans, Raymond Racine, Denis de Rougemont, Dusan Sidjanski et Alain Fréchet. Elle a bénéficié de très nombreux travaux conduits par divers Instituts européens et chercheurs indépendants, ainsi que du Séminaire d'économistes formé par le CEC. Plan d'ensemble et révision des textes par le Directeur du Centre.